

Une Évaluation Cohérente de la Pauvreté Réelle: Une Réponse à Ravallion

par Thomas Pogge, Australian National University

En 1961, le ministère américain de l'agriculture (United States Department of Agriculture) publiait un programme économique de lutte contre la faim (Economy Food Plan). Ce plan qui a été conçu avec minutie propose l'instauration d'un régime alimentaire adéquat du point de vue nutritionnel pour les pauvres à court terme ou en cas d'urgence. Ce programme avait fait l'objet de modification avant d'être rebaptisé "Programme de régime alimentaire à coût minimal" (Thrifty Food Plan). Le coût le plus bas ainsi défini était de 80,40 \$ par personne et par mois en 1999.

Aujourd'hui, l'équivalent de ce seuil de pauvreté de "1 dollar par jour" de la Banque mondiale est de 37,75 \$ par personne et par mois en 1999 et de 49 \$. Ce seuil est manifestement insuffisant pour couvrir les besoins nutritionnels essentiels et les autres besoins d'une personne vivant aux États-Unis.

L'équivalent de ces montants est-il suffisant dans les pays pauvres? Evidemment non, si le terme "équivalent" signifie pouvoir couvrir les besoins essentiels d'un être humain de la même façon. Cependant, ce seuil de "1 dollar par jour" invoque une autre notion d'équivalence qui nécessiterait deux opérations de conversion. D'une part, il faudra convertir le montant dans les *Local currency units* (LCU), c'est-à-dire les unités de devise locale à l'aide de l'indice des prix à la consommation (IPC) au montant équivalent de l'année de référence (1993) et d'autre part le résultat en dollars américains 1993 en utilisant la parité de pouvoir d'achat (PPP).

Simplifions les choses et supposons qu'il y existe trois types de produits de base dans le monde: *de première nécessité, discrétionnaires et les services* (toujours dans cet ordre). Si leur prix ne changent pas en parallèle, l'IPC affichera une moyenne favorable de la variation des prix basée sur les modes de dépense au niveau national. En se fondant sur l'IPC, le critère de "1 dollar par jour" ne suit pas l'évolution des prix des produits de première nécessité. La chute des prix des produits discrétionnaires (par exemple les produits électroniques) pourrait mener à la baisse de l'indice pendant que la demande croissante en biocarburant entraîne le renchérissement des prix des denrées alimentaires. Les pauvres ayant des revenus constants deviennent plus pauvres pour se payer les produits dont ils ont besoin alors que d'après les calculs selon le critère de "1 dollar par jour", ils deviendront plus riches.

Supposons que les LCU de ces trois types de produits soient respectivement 5, 6 et 1 dans un pays pauvre et de respectivement 3, 4, 9 \$ aux États-Unis, quelle est la PPP? Encore une fois, la réponse dépend des modes de dépense dans ces deux pays. Supposons aussi que ces valeurs soient exprimées en pourcentage: 30, 50 et 20 dans le pays pauvre et 10, 50 et 40 aux États-Unis. Cette comparaison donne une PPP de l'ordre de 1,55. Ainsi le critère de "1 dollar par jour" donnera un LCU équivalent à 1,55 \$. Mais en se référant seulement aux produits de première nécessité, dont le prix est fixé à 5 LCU et 3 à \$, chaque LCU ne vaudra que 60 cents! Encore une fois, beaucoup de personnes très pauvres pour se payer les produits dont ils ont besoin pourraient ne pas figurer dans les statistiques concernant ce critère de "1 dollar par jour".

La question que l'on se pose est celle de savoir où l'erreur réside. Instinctivement, nous dirons que la pauvreté du revenu (dans le sens premier qui nous concerne) est en fonction des produits de première nécessité qu'une personne peut se payer. De par sa dépendance avec les calculs selon l'IPC et la PPP, le critère de la mesure de "1 dollar par jour" influe beaucoup sur les prix des produits non essentiels consommés dans une même société. De par sa dépendance avec la PPP, ce critère influe aussi énormément sur les modes de dépenses des États-Unis (et en effet dans tous les autres pays concernés par la PPP). Dans notre exemple, même si une LCU permet d'acheter un produit de première nécessité d'une valeur de 60 cents, celle-ci sera majorée vu la cherté des services aux États-Unis et les coûts élevés payés par les Américains pour ces services (9 \$ contre 1 LCU). La question qui se pose toutefois est celle de savoir si des facteurs liés aux prix et à la consommation de services dont les pauvres n'ont pas besoin et qu'ils n'utilisent pas, devraient déterminer en grande partie le critère de pauvreté.



Le constat majeur qui se dégage de l'observation des méthodes appliqués, c'est qu'elles démontrent souvent des résultats extrêmement divergents. Les deux notions d'équivalence invoquées dans les calculs du IPC et de la PPP s'appuient sur des modèles de dépense différents (au niveau national et mondial). En conséquence, si on compare deux montants de différentes années et de différents pays, on constate que les résultats varient en fonction de l'année de référence choisie pour la conversion selon la PPP. On peut utiliser les IPC de deux pays pour les convertir en montants de l'année 1993 et les comparer en utilisant la PPP de l'année 1993. On peut utiliser aussi les IPC pour convertir un montant à n'importe quelle autre année et faire la comparaison avec les PPP de cette même année. On peut avoir autant de résultats différents que de PPP appliqués.

La portée des effets de l'année de référence reste visible parce que la Banque a, en fait, travaillé avec deux années de référence. Avant l'année 2000, le critère de "1 dollar par jour" était défini en termes de 31 \$ de PPP en 1985. Après 1999, le montant était le même que la PPP de 32,74 \$ de 1993. Ce changement d'année de référence a entraîné d'importantes modifications aux seuils de pauvreté dans les différents pays. Par exemple, utiliser l'année 1993 au lieu de 1985 comme année de référence augmente de 31 p. 100 les montants affichés par la Chine (prix, revenus, consommation et dépenses) pendant toutes les années par rapport à ceux de toutes les années relevés dans un pays comme le Bangladesh. À l'inverse, utiliser l'année 1985 comme année de référence plutôt que l'année 1993, augmente de 31 p. 100 les montants affichés par le Bangladesh pendant toutes les années par rapport à ceux de toutes les années relevés en Chine. Le critère d'évaluation de la pauvreté de "1 dollar par jour" dépend d'un autre facteur incohérent, à savoir le choix arbitraire de l'année de référence pour la PPP.

Si on se fonde sur les "Objectifs du millénaire pour le développement", on constate que des millions de vies sont en jeu dans le décompte des pauvres. Cette initiative nécessite une méthode plus directe que celle du "1 dollar par jour", une méthode qui tient seulement compte du revenu que possède un ménage et des prix des produits de première nécessité qu'il pourrait se payer. Un ménage a des revenus faibles s'il n'a pas la possibilité de couvrir les besoins essentiels de ses membres.

Martin Ravallion a raison lorsqu'il affirme qu'il y a plusieurs façons d'atteindre 2 100 calories. Mais, cette thèse manque de pertinence si la méthode directe se concentre uniquement sur le moyen la plus économique pour un ménage d'y parvenir.

Martin Ravallion a également raison d'insister sur la nécessité de définir un critère de pauvreté commun axé sur le revenu réel des pauvres. Seule la méthode directe touche le problème du doigt: revenus suffisants pour couvrir les besoins essentiels de l'homme.

Références:

Sanjay Reddy G. et Thomas Pogge (dans un article qui va sortir bientôt). *How Not to Count the Poor* (Comment ne pas compter les pauvres) dans J. Stiglitz, S. Anand et P. Segal (eds.) *Debates in the Measurement of Poverty*, Oxford: Oxford University Press (Débats sur l'évaluation de la pauvreté, Presses de l'Université d'Oxford).

Ce document est disponible à l'adresse suivante: <http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=893159>.

Martin Ravallion (2008). Quel seuil de pauvreté? Une réponse à Sanjay Reddy. One pager 53, Centre international de la pauvreté, Brésil.

Ce document est disponible à l'adresse suivante: <<http://www.undp-povertycentre.org/pub/IPCOnePager53.pdf>>.

Le **Centre International de la Pauvreté (CIP)** est un projet conjoint entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Gouvernement du Brésil pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans la recherche appliquée et de formation sur la pauvreté. Le CIP est spécialisé dans l'analyse des questions de la pauvreté et l'inégalité et aussi de proposer des recommandations pour la formulation de politiques visant à la réduction de la pauvreté. Le CIP est reliée directement avec l'Institut de Recherche Économique Appliquée (IPEA), qui fait recherche pour le gouvernement du Brésil, et le Bureau des Politiques de Développement, PNUD.

Le CIP publie des Working Papers, Policy Research Briefs, *Poverty in Focus*, One Pagers, y Country Studies.

Rapport sur le CIP et toutes les publications disponibles à l'adresse suivante:
www.undp-povertycentre.org